

**FORUM
de la LIBRAIRIE
du MONDE
LIBERTAIRE**

(145, rue Amelot,
M° Oberkampf,
75011 Paris)

**samedi 8 juin
16 h 30**

**EX-YOUGOSLAVIE
ORDRE MONDIAL
ET FASCISME
LOCAL**

avec René Berthier

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

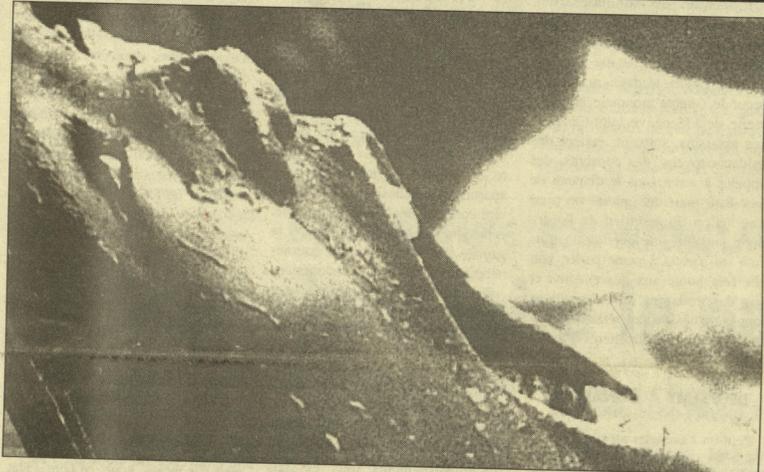
ISSN 0026-9433

6 AU 11 JUIN 1996

N° 1046

10,00 F

CONTRE LE G7 A LYON PRENDRE L'OFFENSIVE



DU 27 AU 29 JUIN, les chefs des sept Etats les plus riches du globe (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada et la Russie en invitée) se réuniront, à Lyon, en un sommet centré sur l'emploi afin de définir et de coordonner leurs actions en ce domaine.

Appliquées sur l'ensemble de la planète depuis quinze ans, les politiques néolibérales ont mis en œuvre une grave dégradation du niveau de vie des populations pauvres et laborieuses, avec un chômage massif, des réductions importantes de salaires, des exclusions croissantes, des conditions de travail parfois insupportables.

Face à cette logique, des résistances apparaissent partout, dans l'Hexagone, par exemple, en décembre 1995, et aussi au Chiapas avec l'EZLN, en Angleterre avec les dockers de Liverpool ou, aux Etats-Unis, les métallurgistes de chez Boeing. Ou bien encore les ouvrières des filatures du Bangladesh.

Plus que jamais, il faut saisir les opportunités pour montrer le lien de cause à effet entre les décisions adoptées dans ces sommets du G7 et les conséquences sur nos vies (chômage, santé, retraite, salaires, etc.). Les populations sont sacrifiées à la mondialisation capitaliste et aux rapports de force entre grandes puissances. Face à ce partage de la planète entre les « grands » qui s'arrogent le droit de décider du sort des peuples, agissons et organisons la solidarité internationale !

Contre l'Europe forteresse qui durcit chaque jour sa législation anti-immigrés (liquidation du droit d'asile, loi Toubon...) et favorise la montée du racisme.

Contre la logique sécuritaire qui se traduit par toujours plus d'enfermements et de contrôle social.

Contre les tentatives d'éradication des cultures minorisées et celles des communautés immigrées.

Contre le militarisme, pour le soutien aux insoumis au service national et à la guerre.

Contre les restructurations industrielles, les délocalisations et le développement des formes précaires du travail, redéfinissons les activités socialement utiles dans nos sociétés.

Contre le sexisme au quotidien.

Ne laissons pas le capitalisme nous enfermer dans une logique d'exclusion, refusons la désignation de boucs émissaires.

Cessons de croire qu'il existe un capitalisme à visage humain et que, en changeant de politiciens, une autre politique est possible dans ce système. Les Etats, les bourgeoisies nationales et internationales n'ont d'autres intérêts que les leurs.

Ce n'est pas le travail qu'il faut aménager, c'est le capitalisme qu'il faut éliminer !

Lyon sera le rendez-vous de la contestation du nouvel ordre mondial pour toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans un monde où la liberté ne se mesure qu'à l'aune de la circulation des marchandises et des intérêts politiques des Etats et des élites dirigeantes.

**Tous à Lyon
le 22 juin !**

TOULOUSE

« 1981 - 1996, 15 ans d'affiches anarchistes »
du 10 au 14 juin, de 17 h 30 à 20 h
Athénée Albert-Camus
36, rue de Cugnaux (M° Patte-d'Oie)

CGT D'ESPAGNE

Appel aux organisations européennes de la mouvance libertaire et anarchosyndicaliste

Nous avons reçu fin mai l'appel qu'on lira ci-dessous émanant du Comité confédéral de la Confederación general del trabajo d'Espagne. Nous le publions intégralement afin qu'il contribue à la mobilisation libertaire contre le G7, à Lyon le 22 juin prochain.

Nous pouvons déjà annoncer que les organisations anarchosyndicalistes et libertaires suivantes, outre la Fédération anarchiste francophone, participeront à cette manifestation où seront représentées : des sections de l'AIT telles que la CNT française et l'Unione sindacale italiana, des Cobas d'Italie, surtout ceux du nord de la Péninsule, la CGT d'Espagne, la SAC suédoise, des groupes hollandais et belges, nos camarades de la FA italienne, ainsi que l'Organisation socialiste libertaire suisse et l'Alternative libertaire française.

D'autres, sans doute, les rejoindront.

J. T.

La manifestation, qui va avoir lieu à Lyon, autour de la réunion du G7, est l'occasion pour le monde du travail et des organisations populaires d'exprimer le rejet de la politique de capitalisme sauvage qui s'impose sur notre continent. Les organisations qui participent à cet appel s'inscrivent dans un large éventail idéologique qui, néanmoins, s'unit pour la circonstance sous le dénominateur commun d'une intervention syndicale qui interpelle sans ambages les politiques du capital et ses conséquences antisociales.

Tout en appréciant la richesse de cette diversité, dans la mesure où, comme aujourd'hui, elle permet de se retrouver profondément engagé dans une lutte commune et assumée par tous, nous voyons aussi la nécessité de constituer pour cette date un front commun avec les diverses sensibilités et tendances du mouvement libertaire qui seront représentées. Au-delà de nos différences, compréhensibles si on tient compte de l'origine, des trajectoires ou des pays dans lesquels chacun de nous évolue, les organisations du mouvement libertaire et anarchosyndicaliste européen commencent à grossir et à montrer une présence inhabituelle ces dernières années. Nous pensons qu'il faut saisir cette occasion pour organiser, lors de cette manifestation, un bloc unitaire des organisations libertaires et anarchosyndicalistes européennes, afin de montrer au grand jour qu'au sein d'un mouvement qui s'inscrit clairement dans une lutte anticapitaliste et de défense des libertés, des droits des classes et des groupes les plus touchés par la situation actuelle, nous représentons l'émergence d'une force réelle.

Nous vous invitons à étudier cette proposition. Dans l'attente de vos réponses et de vos suggestions, nous vous adressons un salut libertaire.

J. M. OLAZOLA,
pour la CGT d'Espagne

CGT, Sagunto, 15, 28010 Madrid. Tél. : 447.57.69 - 593.16.28. Fax : 445.31.32.

Lyon - 22 JUIN

**MANIFESTATION ET MEETING FA
CONTRE LE G7**

A l'occasion de la tenue du G7 à Lyon, la Fédération anarchiste appelle à la manifestation qui aura lieu le 22 juin.

Les libertaires manifesteront pour réaffirmer la nécessité et la possibilité d'une transformation révolutionnaire et libertaire de la société.

• MANIFESTATION à 15 heures devant la Manufacture des Tabacs.
• MEETING à 18 heures à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

L'Union régionale Sud de la FA organise une montée en bus pour la manifestation contre le G7 du 22 juin à LYON.
Les personnes intéressées peuvent téléphoner à : Ardèche : 75.94.84.73 ; Gard : 66.50.34.80 ; Hérault : 67.42.70.67.

T 2137 - 1046 - 10,00 F



FOP 2520

La gauche politique s'oppose à la libération des conscrits

ON SE RÉSOUDRAIT presque à maudire Hertz, Marconi et consorts, tous ceux qui ont découvert ou appris à utiliser les ondes électromagnétiques, lorsqu'on entend le vacarme médiatique, provenant pour l'essentiel de la classe politique, qui pétarade autour de la décision du chef de l'Etat français de supprimer, à dater de 1997, la conscription.

Il s'agirait, vocifèrent les hommes et les femmes placés à la gauche et au centre de l'Assemblée nationale, sans oublier leurs attachés de presse, d'une sorte de mine creusée au cœur d'un des piliers de la République. De la mise à mort d'un symbole de « cet ordre républicain né dans la tourmente révolutionnaire, lorsque la nation [...] conquit sa souveraineté par la levée en masse contre les armées professionnelles des princes », comme l'écrivit si joliment J.-P. Piérot dans *l'Humanité*. Marianne expulsée de ses armées le soldat-citoyen, ce parangon du civisme jacobin, ce garant de l'unité nationale, dont le devoir sacré consistait à mourir sur le Rhin ou dans les Flandres afin de préserver l'exception — et la rente — françaises.

D'aucuns vont même jusqu'à prétendre que cette conscription aurait favorisé la fusion des divers éléments de la Nation, garante du génie français, en plaçant côte à côte le paysan breton, l'ouvrier parisien, le vigneron de l'Hérault et le bourgeois lillois, sans doute dans les corps de garde des casernes hexagonales ou bien encore dans les bordels militaires de campagne. Elle aurait, ainsi, « ravauté le tissu social », tâche certes bien urgente, comme l'affirma, avec une éloquence toute classique, un commentateur radiophonique. Le chef du groupe parlementaire du PCF résuma l'affaire en une courte phrase : « C'est Valmy qu'on assassine ». Difficile de faire mieux en matière de sottise.

L'ARMÉE, ÉCOLE DU CRIME

On peut sans doute oublier les joyeusetés de la conscription et de la formation militaire de base, lorsqu'on a vieilli et qu'on est responsable politique. Négliger le gâchis humain qu'elles impliquent, du point de vue de ceux qui ont à supporter les brimades des « anciens », ceux que le

règlement a commencé à abrutir, et tout le reste... Ne pas voir le sergent de semaine commandant les « exercices spéciaux pour taulards ». Ne pas s'inquiéter des coups de gueule, des brutalités et de l'invrognerie des sous-off. Ne pas remarquer la morgue hautaine et les privilèges exorbitants du « corps des officiers ». Oublier que ladite conscription consiste à placer, de manière quasi discrétionnaire, une classe d'âge, presque trois cent mille jeunes gens, entre les mains d'une soldatesque frustrée et souvent haineuse.

Mais peut-on oublier les crimes de l'armée, du militarisme ? Les massacres des prisonniers ou des civils, et les exactions diverses, partout et en tout temps. Allons, camarades, encore un effort pour se souvenir de Mi-lay, de la Bosnie, des guerres européennes et mondiales, des conquêtes coloniales, de la répression des mouvements sociaux... En vrac : la Commune, la rue Transnonain, les canuts, Madagascar après la Seconde Guerre mondiale, Sétif, la tuerie de Villeneuve-Saint-Georges. Les assassins, souvent, étaient des soldats-citoyens, des conscrits, des appelés à servir sous le drapeau de leur Etat, pour une guerre ou pour une action de maintien de l'ordre dont souvent, une génération plus tard, on n'osera à peine parler, tant elle fera honte aux descendants et aux descendantes de ceux qui se sont entretus ou ont rétabli l'ordre, celui des grands cimetières sous la lune.

DE VALMY À BONAPARTE

Peut-on s'aveugler au point d'assimiler les volontaires de 92 présents à Valmy aux troupes françaises des guerres des deux derniers siècles ? Celles, par exemple, formées en majorité d'appelés, qui ont « pacifié l'Algérie, ou celles toujours aussi françaises, composées pour beaucoup d'appelés volontaires et d'anciens résistants, qui ont chassé le Viet dans les rizières de l'Indochine ? Valmy, à ce moment-là, c'étaient les autres !

« De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde », a écrit Goethe, présent à Valmy. Des bataillons formés de « savetiers » et de « loqueteux », comme se moquaient les officiers du roi de Prusse, repoussèrent l'armée d'un monarque et, par cette victoire, assurèrent un avenir à la Révolution française. Pouvons-nous refuser de nous souvenir que ces volontaires, ou tout au moins nombre d'entre eux, et la nouvelle armée qu'ils étaient en train de mettre debout, devinrent, à leur tour, conquérants

et spoliateurs, lors des campagnes d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne ? Pour finir impérialistes et s'imposer par la force brutale à la plus grande partie de l'Europe. Leurs baïonnettes, qui devaient porter la liberté au monde, permirent à la bourgeoisie de prendre la place de la noblesse et de remplacer les privilèges de la naissance par ceux de la fortune. Les peuples, les pauvres n'eurent plus qu'à bien se tenir. Enfin, elles appuyèrent le pouvoir du nouveau dictateur, un militaire putschiste nommé Bonaparte. La gloire militaire et son cortège d'extorsions ont bien vite remplacé le civisme républicain. Les camarades du PCF auraient-ils oublié cette dialectique dont ils nous rebattaient les oreilles du temps qu'ils étaient stalinien ?

UN BOUCLIER CONTRE LES COUPS D'ÉTAT ?

Les prétendues garanties contre les coups d'Etat militaires qu'apporteraient les armées de conscription se révèlent, au plus bref examen historique, des arguments de la même aune, celle de la sottise recuite. Les troupes qui massacrent les spartakistes, celles qui se soulèvent contre la République espagnole, celles qui assassinèrent Allende et la gauche chilienne, celles qui exterminèrent les communistes indonésiens comportaient une fraction notable et quelquefois majoritaire de citoyens-soldats. Penser que des soldats du rang, solidement encadrés par la hiérarchie militaire, pourraient s'opposer de manière significative à un pronunciamiento, par le seul fait qu'ils sont appelés, conscrits, relève de l'illusion et fait fi de ce que tous les gouvernements, tous les Etats imposent à leurs troupiers, à savoir apprendre à obéir « sans hésitation ni murmures » ; la discipline, force principale des armées, disent les manuels militaires — et des coups d'Etat, ajouterons-nous — contraignent les hommes du rang à exécuter les ordres qu'on leur donne, sous peines de sanctions pouvant aller jusqu'à la fusillade. Les laudateurs de la conscription oublient-ils que les armées modernes sont permanentes et que leur noyau, l'encadrement (cadres, sous-officiers, officiers) est formé de professionnels ?

UNE SIMPLE RÉORGANISATION DE LA MACHINE À TUER

Quand des résistances importantes à un coup d'Etat s'expriment au sein des forces armées, elles sont le résultat de divisions dans le commandement : il arrive que les armées soient noyautées. Enfin, quelquefois, des troupes se débloquent et s'insurgent, comme en Russie en 1917 ou bien lorsque les gardes-françaises fraternisent avec le peuple, en juillet 1789. Il s'agit, en cette occurrence, d'une révolution, d'un Etat qui s'écroule et, avec lui, ses militaires.

L'Etat français réorganise son appareil militaire ; il opère cette transformation dans son intérêt propre : assurer sa sécurité et celle du capitalisme libéral dont il est le garant. Aujourd'hui, les techniques militaires dont il dispose sont telles qu'elles n'exigent plus, pour être efficaces, c'est-à-dire pour tuer le plus de monde possible en un temps le plus bref possible, des armées de millions de fantassins armés de grenades et de fusils à répétition. En outre, ce que les stratèges nomment la menace a changé de forme. Pour un temps, les risques de guerres entre continents s'éloignent. Il s'agit aujourd'hui de « projeter » quelques milliers de spécialistes type Rambo dans les territoires où règne le néo-colonialisme, afin de maintenir le contrôle des multinationales françaises sur diverses sources de matières premières. On pourrait également les utiliser, en tant que de besoin, comme on dit, sur le territoire national, pour gérer les émotions populaires. Pas plus que l'armée d'appelés mais pas moins. Pour ce faire, l'Etat liquide la conscription.

Voilà qui mettra à l'abri de l'imbécillité des casernes quelques générations de nos concitoyens. Tant pis si cela gêne ceux qui confondent Weygand et Delescluze, la conscription de la troisième République avec la garde nationale de 1871, ces glorieux fédérés de la Commune de Paris qui moururent sous les balles de Versailles — des conscrits, pour la plupart, dont les officiers s'appelaient, entre autres, de Charette et Cathelineau...

JACQUES TOUBLET

BILLET D'HUMEUR

En position... Vu... Tirez !

S'il est vrai qu'en matière de conception la clarté est un atout majeur, elle n'en est pas moins un lorsqu'il s'agit de détruire ce qui nuit à notre environnement immédiat ou à venir.

En effet, pendant des années, nous nous sommes épuisés en conjectures sur le « faut-il » ou « ne faut-il pas » éradiquer de la terre l'espèce militaire dans son intégralité ? En bref, nous étions en plein flou sur l'attitude à adopter.

Or les puissants de notre petit Hexagone ont la gentillesse de simplifier pour nous une problématique qui nous prévint trop longtemps d'exprimer clairement notre opposition à l'uniforme.

A partir de l'année prochaine, les choses seront enfin simples et claires : un être humain portant, en guise de vêtement, un uniforme de l'armée française sera un complice volontaire de ceux qui voudraient nous dominer.

A partir de l'année prochaine, la réponse n'en sera que plus évidente : nous tirerons à vue.

L'ATÈLE
(le 31 mai 1996)

Combattre le militarisme

La Fédération anarchiste a lutté pendant très longtemps pour l'abolition de la conscription, cet impôt en temps [et du sang, NdLR], cette corvée due à l'Etat. La suppression prochaine du service militaire est un soulagement : cela signifie pour nous la fin des poursuites judiciaires et des peines d'emprisonnement à l'encontre des réfractaires.

Le combat que nous avons mené pendant si longtemps n'avait de sens que dans une perspective beaucoup plus large : celle de la lutte contre le militarisme sous toutes ses formes, avec comme ultime objectif l'abolition de toutes les armées.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le rôle principal d'une armée, de métier comme de conscription, c'est non seulement de faire la guerre mais aussi et surtout de réprimer les mouvements sociaux qui menaceraient l'ordre établi.

La Fédération anarchiste continuera donc la lutte contre l'institution militaire, contre le lobby militaro-industriel, avec la volonté de tout mettre en œuvre pour que l'humanité sorte enfin de l'âge des casernes.

Groupe ALBERT-CAMUS - FA. Toulouse

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

le monde
libertaire

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Route 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

DOUAI

Procès du commando anti-IVG de Valenciennes

LE VENDREDI 24 MAI à 14 h, devant la quatrième chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Douai, comparaissent les dix membres du commando anti-IVG de Valenciennes, qui avaient pénétré avec la complicité de Xavier Dousseau, directeur-adjoint de l'hôpital, dans le service d'orthogénie où ils s'étaient enchaînés (vieux méthode éprouvée et recommandée par les autorités compétentes).

A l'appel du Collectif pour les droits des femmes (dont le groupe Humeurs noires de la FA fait partie), une petite centaine de femmes et d'hommes s'étaient rassemblés devant le tribunal de Douai en début d'après-midi, banderoles et panneaux déployés dans le vent, qui tentaient de les leur arracher. De l'autre côté d'un *no woman's land* d'une trentaine de mètres, un ramassis de supporters des prévenu(e)s brandissait des pancartes proclamant le « droit à la vie », et autres slogans de cet acabit.

A 14 h, tandis que le reste de la troupe restait dehors à affronter pluie et vent, une dizaine de membres du Collectif entraient assister au procès, qui dura près de huit heures (à noter : la

présence de la tristement célèbre Claire Fontana, membre de la Trêve de Dieu, venue soutenir ses camarades de lutte) ! Rude épreuve, surtout qu'il a fallu supporter les inepties de la défense, qui comme à son habitude tenta de faire le procès de l'avortement. Péle-mêle, on a eu droit à une demande d'irrecevabilité des parties civiles ; à un laïus technico-médical sur la formation du fœtus, les zygotes, le statut de l'embryon... ; à une description malsaine, avec aspiration du fœtus, le sang, les morceaux... Pour ce qui est du morbide, les cathos sont balèzes, c'est leur fonds de commerce ! ; à des sentences du genre : « *L'avortement est un meurtre* » ; « *Le premier des droits de l'Homme (qu'ils ne se gênent pas pour fouler, surtout ceux des femmes), c'est le droit à la vie* » ; « *L'ordre qui régit la société est un ordre mortifère, c'est l'ordre de l'avortement* » ; à un avocat qui nous dit que, deux mois auparavant, il n'avait jamais entendu parler d'IVG (« D'où sort-il, celui là ? », a-t-on envie de demander), puis qui se livre à une fustigation de Mai 68, des grèves de décembre 1995, des mouvements féministes...

Enfin bref, plutôt hors-sujet. Ces effets de manches ont, par ailleurs, été condamnés par l'avocat général, qui a, à juste titre, rappelé que « *la cour n'avait pas à se prononcer sur le statut de l'embryon ou sur le bien-fondé de l'avortement, mais sur la réalité ou non d'un délit : y a-t-il eu entrave à l'IVG ?* ». De même, il a réfuté tous les arguments de la défense en affirmant que la loi Neiertz est bien conforme à la Convention européenne des droits de l'Homme ; que ce n'était pas au ministre public de prouver la légalité des IVG (1) empêchées à Valenciennes car cela impliquerait une levée du secret médical, ce qui était inconcevable ; et qu'on ne pouvait pas invoquer l'acte nécessaire à la sauvegarde d'autrui dans le cas d'un délit à l'entrave à l'IVG. Et paf, dans le pif (et inversement) !

Pour ce qui est de la partie civile, les avocat(e)s ont souligné le fait que ces gens étaient organisés, contrairement à ce qu'ils voulaient faire croire, qu'il y avait des réseaux (le livre de Fiammetta Venner étant versé au dossier) ; qu'ils utilisaient les audiences et les confé-

rences de presse pour leurs « opérations de marketing » ; que les commandos agissaient par mépris des femmes, et que l'intégrisme, qu'il soit musulman, juif ou catholique, s'exprimait toujours au détriment des femmes.

Finalement, l'avocat général a rappelé qu'ils étaient tous les dix responsables de la même manière et qu'il fallait surtout éviter d'en faire des martyrs. Il a requis contre Xavier Dousseau une interdiction d'exercice d'activité professionnelle pendant trois ans, et six mois de prison avec sursis pour les neuf autres prévenu(e)s. Résultat des courses : le vendredi 28 juin, même tas de sable ! Nous y serons !

LAURENT
(groupe Humeurs noires - Lille)

(1) Le plus drôle, si j'ose dire, c'est qu'ils essaient de nous faire croire qu'ils ne s'opposent qu'aux avortements *illégaux* ! Ben tiens, vaut mieux entendre ça que d'être sourd, comme disait Beethoven ! Comme si des gens qui croient (c'est à une loi supérieure, naturelle, divine, qui avouent obéir (notamment l'abbé Lo Giocco, récidiviste) à leur patron Wojtyla — qui a d'ailleurs légitimé ces actions —, allaient s'arrêter à une question de légalité ? Ce qui les emmerde, c'est que les femmes puissent disposer de leur corps comme elles l'entendent ! Cloportes !

EXPOSITIONS
A LA LIBRAIRIE DU
MONDE LIBERTAIRE

Jusqu'au 8 juin
« LES VOYAGEURS
MAGNÉTIQUES »
PHOTOS
D'ABDEL KHITER

Du 7 au 21 juin
LES PEINTURES
DE GIAP GÜLER

PANTIN (93)
7 - 16 juin 1996
FESTIVAL DE
COURTS MÉTRAGES
« CÔTÉ COURT »
au CINÉ 104
194, avenue Jean-Lolive
(M^e Eglise-de-Pantin)

20 pays à découvrir
et 33 courts métrages
made in France...
sur 400 réalisés
annuellement !

SEPTEMBRE 1996 : SOUHAITONS LA MALVENUE AU PAPE

Que vient faire le pape à Reims ?

Célébrer
un mythe ?

Clovis n'a pas été baptisé en 496 mais sans doute en 499, dans une ambiance crépusculaire où des prêtres annonçaient la fin du monde pour l'an 500.

La sainte ampoule, qui contenait l'huile avec laquelle étaient oints les rois de France, n'a pas été apportée lors du baptême de Clovis par une miraculeuse colombe. C'est une « découverte » plus de trois siècles après le baptême, personne n'en parle auparavant.

Grégoire de Tours, évoquant les 3 000 guerriers baptisés avec Clovis, reprend un passage des *Actes des Apôtres* évoquant les 3 000 hommes baptisés par saint Pierre.

Clotilde, reine pieuse qui convertit son mari au christianisme, accepta ensuite le meurtre de ses deux petits-fils pour permettre l'accession au trône de ses fils.

Aucune information certaine ne nous est parvenue sur ce baptême qui s'apparente donc davantage à la mythologie qu'à l'histoire. On ne sait à peu près rien sur Clovis, cela autorise-t-il à raconter n'importe quoi ?

Rappeler l'union
du Trône et de l'Autel ?

Le roi de France était un monarque absolu de droit divin. Représentant de Dieu sur Terre, il n'avait de comptes à rendre qu'à Dieu. Ce discours, qui fut celui de Louis XIV, reste aujourd'hui celui du criminel Hassan II, roi du Maroc, récemment reçu en grande pompe par Jacques Chirac.

Ce même Jacques Chirac, piétinant la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, se montre allant à la messe, court à peine élu s'agenouiller au Vatican, tandis que son prédécesseur est enterré religieusement.

Nostalgie d'un temps où le clergé était le premier ordre de l'Etat ?

Rappeler l'union
du sabre
et du goupillon ?

Clovis, dont le nom, repris par de nombreux rois de France sous la forme de « Louis » signifie « célèbre par ses combats », assassina méticuleusement, après son baptême, tous ceux qui pouvaient prétendre à sa succession, afin de ne laisser en vie que les héritiers qu'il avait choisis. Selon la légende, il se fit baptiser pour remercier Dieu de lui avoir permis de gagner la bataille de Tolbiac en tuant le roi ennemi. Le pape rappellera-t-il ces exploits peu catholiques lorsqu'il prêchera sur la B.A. 112, gracieusement mise à sa disposition par le gouvernement français ?

Regretter
le bon vieux temps ?

Dès 425, saint Augustin et 300 évêques africains demandent à l'empereur Honorius une loi interdisant le divorce.

En 459, l'empereur Marjarien autorise le mari qui surprend sa femme avec un amant à les tuer, pourvu que ce soit d'un seul coup d'épée.

A l'époque de Clovis, la femme adultère était étranglée, puis son cadavre jeté dans les marais (« portes de l'enfer ») avec une pierre et des fagots sur la tête. Les enfants de cette femme, discrédités, perdaient alors tout droit à la succession. Cette mésaventure survint à la mère de Clotilde, la pieuse épouse de Clovis.

Aujourd'hui

Les prêtres kenyans qui brûlent publiquement des préservatifs, dans un pays frappé de plein fouet par le SIDA ;

Les prêtres rwandais qui conseillent aux femmes exténuées d'observer leurs « glaires » le soir à la veillée, leur interdisant tout autre moyen de contraception et provoquant ainsi leur mort prématurée après une succession de grossesses non désirées ;

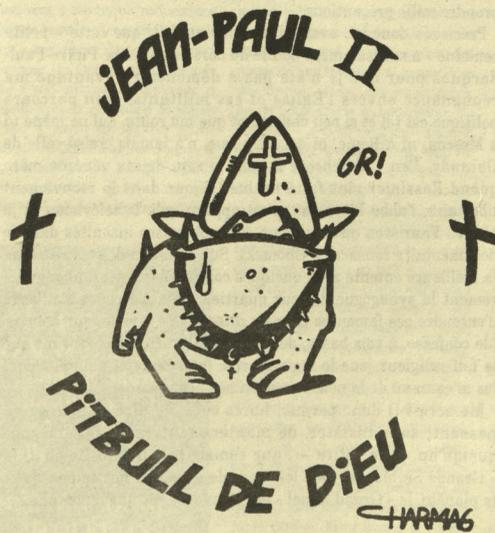
Les prêtres polonais récemment renvoyés dans leurs presbytères par des électeurs pourtant catholiques, qui prétendent interdire l'avortement, même après un viol ;

Les prêtres français qui tiennent le même discours criminel et réactionnaire, et dont les lobbyistes multiplient les pressions pour revenir à un ordre moral maréchaliste qui faisait le bonheur des marchandes d'aiguilles à tricoter ;

Et leur infatigable patron à tous qui bénit tous ces comportements.

Tous ceux-ci ne seraient-ils pas en réalité nostalgiques des âges farouches ?

Si vous ne partagez pas de telles nostalgies, rejoignez-nous !



REIMS
COLLECTIF CONTRE LA VENUE DU PAPE

Le Collectif contre la venue du pape à Reims, pour montrer son hostilité, sera présent chaque 22 du mois sur le parvis de la cathédrale à partir de 17 h.

Le Collectif contre la venue du pape à Reims se réunit le deuxième et quatrième lundis du mois à 19 h, MJC Claudel, 1, place Claudel, 51100 Reims.

AMNESTY INTERNATIONAL PUBLIE SON RAPPORT SUR LE SOUDAN

Terreur contre la population

Alors que le gouvernement soudanais se prépare à célébrer le septième anniversaire de son accession au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, le 30 juin 1989, Amnesty International condamne la persistance des violations des droits fondamentaux et appelle les Etats membres des Nations unies à déployer des observateurs de la situation des droits de l'Homme dans le pays. Un an après le lancement d'une campagne internationale sur les

LA FIN DU MOIS d'avril, des membres des Forces de défense populaire (FDP), contrôlées par le gouvernement, ont enlevé cinq enfants et abattu deux hommes dans la région reculée d'Udici. On est sans nouvelles de ces enfants.

Les enlèvements d'enfants par les troupes gouvernementales et les milices qui leur sont alliées sont de plus en plus fréquents depuis le début de la guerre civile, en 1983. Certains d'entre eux sont retenus en échange d'une

rançon, d'autres sont apparemment réduits à l'esclavage ou sont envoyés dans des écoles gouvernementales gérées comme des camps militaires. Des enfants qui cherchaient à s'évader de ces écoles auraient été abattus.

Selon Amnesty International, les opposants présumés risquent toujours d'être torturés. Des manifestants étudiants ont été sauvagement battus en septembre 1995. Un homme interpellé en octobre 1995 par les forces de sécurité dans la petite ville de Renk a eu une

atteintes aux droits fondamentaux perpétrées au Soudan, l'organisation publie un rapport dans lequel elle expose d'autres atrocités imputées aux forces gouvernementales. Amnesty International dénonce notamment les homicides délibérés et arbitraires de villageois, l'enlèvement de très nombreux enfants, le recours à la torture et aux mauvais traitements et le maintien en détention au secret d'opposants présumés.

corde avec un nœud coulant passée autour du cou. La tête recouverte d'une cagoule et les mains attachées, il a ensuite été frappé pour qu'il tombe et se pendre ainsi lui-même : il a réussi à rester debout et a eu la vie sauve.

Le rapport d'Amnesty International, *Soudan. Engagement véritable en faveur des droits de l'Homme ou beaux discours ?*, révèle que l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et l'Armée pour l'indépendance du sud du Soudan (AISS), mouvement d'oppo-

sition rival, qui avaient conclu en avril un accord de paix avec le gouvernement, n'ont pris aucune mesure concrète en vue de protéger les droits de l'Homme, contrairement à leurs engagements.

La décision, prise il y a un an par les Etats membres de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, de mettre en place une équipe d'observation de la situation des droits de l'Homme au Soudan est restée lettre morte.

Rappel de la situation

LE RAPPORT INTITULÉ *Soudan. Engagement véritable en faveur des droits de l'Homme ou beaux discours ?* expose l'évolution de la situation dans ce pays depuis le lancement de la campagne d'Amnesty International en 1995. La situation des droits fondamentaux reste grave, malgré des améliorations limitées dans certains domaines, comme la fermeture partielle d'un centre de détention secret ou l'annonce officielle de la libération de 50 prisonniers politiques en août 1995.

Le gouvernement est désormais contesté par l'Alliance

démocratique nationale (ADN), front regroupant des partis politiques interdits qui agissent à partir de l'Erythrée, et par l'APLS. Nombre des personnes arrêtées récemment dans le nord du pays étaient soupçonnées de liens avec l'ADN.

La situation est particulièrement tragique dans la région disputée - mais largement contrôlée par l'APLS - du Bahr el Ghazal. Les civils qui possèdent des troupeaux sont pris pour cibles par plusieurs milices soutenues par le gouvernement, notamment par les Forces de défense populaire (FDP) dirigées par un général de

l'armée. Les autorités nient que les FDP enlèvent les enfants et décrivent les attaques contre les villages comme des raids « traditionnels » pour voler le bétail. Ces attaques s'inscrivent en réalité dans une stratégie délibérée visant à déstabiliser les régions contrôlées par l'APLS.

Des milliers de personnes, qui avaient fui leurs terres en emmenant leurs troupeaux, ont été victimes d'attaques lancées par l'AISS. Au début du mois de mars 1996, des membres de ce mouvement auraient fait partie d'un groupe qui a tué plus de 50 adultes et enfants au cours

d'attaques contre des enclos pour le bétail, dans la région de Makuac. De jeunes garçons ont été tués à coups de lance et de grand couteau.

L'APLS a pris des engagements importants en faveur du respect des droits de l'homme, notamment en signant, en juillet 1995, les Conventions de Genève et la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Au début du mois de mai 1996, une conférence de la branche politique de ce mouvement a approuvé une charte des droits de l'homme, affirmant que l'APLS s'efforçait de construire

une société civile forte dans le sud du Soudan. Ce groupe armé d'opposition n'a toutefois pas encore traduit ses promesses en actes. Ainsi, des dirigeants de l'APLS ont nié avoir autorisé une attaque lancée en juillet 1995 contre Ganyiel, au cours de laquelle plus de 200 personnes avaient trouvé la mort. Ils n'ont toutefois fourni aucun élément indiquant que de véritables investigations avaient été menées sur cette affaire.

COMMUNIQUÉS
D'AMNESTY INTERNATIONAL

RENDEZ-VOUS

LILLE

Mercredi 5 juin, 20 h : « La France : un Etat raciste ? », conférence-débat du groupe Humeurs Noires de la FA au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives ou Marbrerie), 59800 Lille.

PARIS

L'Union régionale parisienne de la FA entreprend un cycle de conférences sur l'anarchisme. Ces conférences se dérouleront le vendredi (à l'exception du jeudi 20 juin), en soirée, au local du groupe Louise-Michel « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

• Vendredi 7 juin, 20 h : « Déviance, prison et anarchisme », avec Serge Livrozet.
• Vendredi 14 juin, 20 h : « Ecologie et anarchisme », avec Perline.

• Jeudi 20 juin, 20 h : « Partage du travail et des richesses », avec René Berthier.

• Vendredi 28 juin, 20 h : « Le Monde libertaire, Radio Libertaire : mode d'emploi ».

BAGNOLS-SUR-CÈZE

Le groupe FA du Gard vous invite à une rencontre autour d'une vidéo, *Pour un dollar par jour* (48 minutes), le jeudi 13 juin à 20 h 30, au Centre culturel Léo-Lagrange, à Bagnols-sur-Cèze.

CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise une réunion-débat le samedi 15 juin, à 20 h 30, sur le thème : « Le Roman noir », avec Didier Daeninckx. Groupe Sacco-Vanzetti, 1 bis, rue Émile (près de la gare SNCF), 77500 Chelles.

LYON : ACTIVITÉS FA POUR LA SEMAINE DU G7

Jeudi 20 juin - 21 h
débat sur la MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE
au Café libertaire, librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée), 69001

Vendredi 21 juin - 21 h
concert avec le groupe A Brûle pourpoint
à la librairie La Plume Noire

MANIFESTATIONS ANTI-G7

CNT-AIT : DÉPARTS EN BUS POUR SE RENDRE À LA MANIFESTATION DU 22 JUIN

Renseignements et inscriptions (avant le 8 juin) :

• CNT-AIT du Nord, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.

• CNT-AIT du Pas-de-Calais, 7, rue Jules-Mathon, 62000 Arras.

• CNT-AIT de la Somme, BP 617, 80006 Amiens cedex 1.

• CNT-AIT de l'Oise, 57, rue Louis-Borel, 60000 Beauvais. Tél. : 44.48.35.25.

GAG7 : CONTRE-SOMMET LIBERTAIRE

Samedi 22 juin, à partir de 20 h 30 : contre-sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO, 39, rue Courteline, à VILLEURBANNE.

Dimanche 23 juin, 9 h - 16 h : contre-sommet libertaire au CCO.

Renseignements : GAG7, librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

A LA PETITE SEMAINE

Condamnation feutrée

Un penchant prononcé et malheureusement fort répandu pour l'amalgame abject, le raisonnement tordu et le lynchage intellectuel tous azimuts oblige en un certain domaine, avant de formuler la moindre critique, même légère, insignifiante, à prendre mille précautions.

Précisons donc ici, avant d'en venir au fait, que cette « petite semaine » a suffisamment bouffé du curé et de l'abbé Pierre-Paul-Jacques pour que je n'aie pas à démontrer davantage ma répugnance envers l'Eglise et ses militants. Mon parcours politique est tel et si peu changeant que ma route, qui ne mène ni à Moscou, ni à Rome, ni à La Mecque, n'a jamais croisé celle de Garaudy. J'en étais encore à têter le sein de ma vénérée mère quand Rassinier vint faire un bref séjour dans le mouvement libertaire, l'abbé Pierre ne m'est apparu qu'à la télévision et je n'ai vu Faurisson qu'au cinéma, crachotant ses insanités dans le documentaire consacré à Chomsky. Sur mon lieu de travail règne la meilleure entente avec quelques collègues fréquentant régulièrement la synagogue de leur quartier, et je n'accepte d'ailleurs d'entendre ces fameuses blagues dites juives que de leur bouche. (Je confesse, à voix basse, détester Bernard-Henri Lévy, sans que le fait religieux joue le moindre rôle dans ce rejet ; simplement, les m'as-tu-vu de la pensée médiatisée m'emmerdent.)

Me sera-t-il donc permis, après cela, de dire comme ça en passant, sans insister, de manière feutrée — si cela gêne quelqu'un, je le retire —, que comme le « Grand Reich », la « Grande Serbie » et tous les rêves de grandeur des salopards de la planète, le « Grand Israël » qui s'annonce est une ignominie ?

FLORÉAL

QUÉBEC OU CANADA ?

La saga continue

Ce petit texte se veut un survol de la situation post-référendaire au Québec. Pour ce faire, nous n'avons que le choix de nous rappeler quelques éléments historiques fondamentaux qui, pour certains, peuvent paraître arides. Tout de même, les enjeux politiques au Canada nous paraissent dépasser le cadre du nationalisme au Québec, venant témoigner d'une crise beaucoup plus profonde. Comme dans beaucoup d'autres pays, la nullité politique doit agir comme un vent dans les voiles des alternatives libertaires, en toute conscience et connaissance de cause. Bref, nous tenterons d'éclairer le mieux possible les enjeux politiques sérieux de la scène québécoise et canadienne.

LE PHÉNOMÈNE nationaliste a de longues racines au Québec. Dès la conquête britannique de l'Amérique du Nord (1763), un renforcement identitaire francophone fut permis grâce à la traditionnelle rivalité anglo-française en Europe. Malgré cela, avec l'Acte de Québec (1774), la Couronne britannique permit aux Canadiens français de conserver leurs particularités culturelles (code civil français et religion catholique, entre autres). Le problème identitaire culmina en 1837-1838 par ce que l'on appelle la Révolte des Patriotes, de même inspiration que les révolutions américaine et française, c'est-à-dire d'inspiration républicaine. Notons tout particulièrement que malgré la grande majorité francophone, il y eut une participation non négligeable d'anglophones et à un moindre niveau d'autochtones. La défaite militaire conduisit directement aux propositions de Lord Durham, avec l'Acte d'Union (1840) du Haut et du Bas Canada (respectivement l'Ontario et le Québec), qui explicitement visait à assimiler les francophones perçus comme « race inférieure ». Enfin, après de longues et ardues négociations — et à huis-clos, faut-il se le rappeler — le Canada fut créé avec la Constitution de 1867, essentiellement pour construire un marché pouvant concurrencer le marché américain.

Les problèmes identitaires se poursuivent à travers un nationalisme replié sur lui-même (conservation de la « race » canadienne française) jusqu'à l'ouverture du Québec sur le monde grâce à son affirmation culturelle et politique avec la Révolution tranquille (1960). À partir de là, des partis politiques indépendantistes voient le jour, tels que le RIN, le FLQ et le PQ, pour ne nommer qu'eux. Dans la vague idéologique des fronts de libé-

ration nationale de l'époque, le FLQ (Front de Libération du Québec) en vient, en octobre 1970, à une prise d'otage qui se termine par le décret de mesures de guerre (Crise d'octobre). Ce fut en 1976 que le PQ (Parti Québécois) avec René Lévesque à sa tête remporta les élections provinciales. À la fin de son mandat, en 1980, le PQ lança le premier référendum sur la souveraineté du Québec. Échec. En 1982, le gouvernement fédéral rapatria la Constitution d'Angleterre sans l'accord du Québec. Colère. Depuis, plusieurs tentatives de négociations constitutionnelles visant à réintégrer le Québec échouèrent. Le désaccord du lac Meech (sic) (1990) et le rejet de tous par référendum de l'accord de Charlottetown (1992) gonflèrent plus que jamais les enthousiasmes nationalistes au Québec. Le 22 novembre 1995, un deuxième référendum sur la souveraineté du Québec s'est le plus rapproché de la victoire, avec 49,4% pour le « oui » et 51,6% pour le « non ». Lors du dernier référendum, les enjeux étaient plutôt simples.

Le camp du « non »

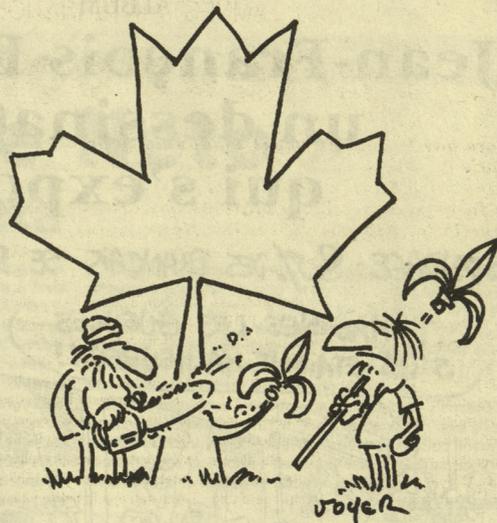
D'un côté, les individus du Québec avaient la possibilité de se prononcer pour le statu-quo véhiculé par les politiciens fédéralistes, voulant absolument maintenir l'unité « canadienne » malgré le boubier constitutionnel dans lequel le pays sombre depuis sa création. Le seul assouplissement des points de vue fédéralistes, compte-tenu des mauvais points dans les sondages, fut de promettre la reconnaissance du statut de « société distincte » pour le Québec. Ce qui n'apporte rien de concret au problème, puisque tout dépend de la définition que l'on donne au concept, définition qui est tout particulièrement problématique au Canada. Les nationalistes entendent le concept de société distincte en tant que reconnaissance formelle d'une différence culturelle et l'octroi de tous les pouvoirs qui lui sont rattachés. Selon eux, le Canada est composé de deux nations qui devraient se retrouver chacune dans son propre État-nation et entretenir des rapports « normaux » entre elles. Les fédéralistes canadiens, pour leur part, entendent le même concept en tant que reconnaissance formelle du fait culturel particulier au Québec, sans les pouvoirs demandés par le Québec. Blanc bonnet et bonnet blanc ! Une autre tendance du mouve-

ment fédéraliste conçoit le Canada comme un ensemble multiculturel, dans lequel aucune reconnaissance particulière ne devrait être accordée à qui que ce soit, au sens où tous sont des citoyens à part entière du même État canadien.

Le Canada fait face à des problèmes que l'on pourrait qualifier de transnationaux. Pour le dire autrement, le Canada est confronté à des problèmes qui ne lui sont pas spécifiques, mais qui touchent bel et bien l'ensemble du monde occidental. L'État central est pris avec la dure réalité d'une multiplicité de revendications particularistes, dont le Québec fait partie. Nous pourrions comprendre ces revendications particularistes à l'aide de deux perspectives tangentes. D'une part, elles peuvent prendre la forme de revendications culturelles identitaires, telles qu'exprimées dans les sociétés multiculturelles. D'autre part, elles peuvent aussi prendre la forme de demandes d'autonomie sur le plan socio-économique (décentralisation massive de l'État). Nous pourrions donc dire que le nationalisme québécois tente de résoudre ces problèmes tant dans son aspect identitaire et culturel que socio-économique, tout en conservant sa forme capitaliste.

Le camp du « oui »

D'autre part, les individus au Québec pouvaient opter pour le projet souverainiste. Ce projet est véhiculé par un regroupement politique opportuniste se servant de la crise identitaire pour s'arroger les pleins pouvoirs « démocratiques » sur un nouveau pays, afin de décentraliser l'État canadien. De plus, le projet nationaliste québécois s'avère être une illusion au sens où le problème de la reconnaissance formelle du multiculturalisme ne pourrait que rapatrier à l'intérieur même du Québec le problème canadien. Le détournement utilisé par des politiciens nationalistes cache, derrière l'image d'un nationalisme « civique », la réalité du fondement de tout nationalisme : l'ethnicisme. Bien entendu, l'affirmation culturelle n'est pas mauvaise en soi, au contraire elle peut permettre l'épanouissement d'une culture mais elle peut aussi ouvrir grande la porte à l'ethnisation du politique, qui, elle, peut conduire vers un autoritarisme ethnique, un fascisme haineux. D'ailleurs, les commentaires de J. Parizot après la défaite référendaire nous poussent à prendre conscience de cette réalité tendancielle et à la dénoncer vigoureusement. Aussi, le discours nationaliste porte en lui-même une contradiction flagrante : on parle de la création d'un nouveau pays en même temps que de la nécessaire mondialisation économique et politique. Alors, à quoi bon l'affirmation d'une société distincte si elle se trouve être de plus en plus un simple marché ? Il est plutôt clair que malgré ces particularités culturelles, le Québec est intégré dans la logique néo-libérale et technocratique — qui n'est bien entendu qu'une forme, qu'une modalité d'application du capitalisme, une recherche à tout prix de l'efficacité,



de la productivité et de la compétitivité (le profit) et qui s'impose par un • bulldozer • culturel uniformisant. Beau discours !

Qu'aurions-nous fait avec un « oui » ?

Si le « oui » avait gagné le pari référendaire, est-ce que la situation réelle des individus dans le « nouveau » pays aurait vraiment changé ? Est-ce que le projet souverainiste remet en cause les fondements politiques et économiques du monde dans lequel nous vivons actuellement ? Évidemment, nous pouvons répondre hors de tout doute : « non ! ». Pourtant, un grand nombre d'individus nationalistes croyaient avoir voté pour la « page blanche ». Ce qui est un leurre, puisque les trois quarts de la page étaient déjà écrits ! De toute façon, explicitement, le projet est de ceux qui veulent sauter à pieds joints dans la mondialisation sans aucune distance critique. De facto, rien ou presque n'aurait été différent pour les gens en général qui composent la société québécoise, puisque nous n'aurions fait qu'échanger des maîtres pour d'autres maîtres. Tout un changement radical ! (pour ceux qui auraient oublié la signification profonde du mot radical, souvenons-nous qu'il signifie quelque chose comme « aller à la racine du problème »).

Les libertaires et anarchistes face au projet souverainiste

Les discussions sont loin d'être closes sur le sujet. Nous retrouvons deux principales tendances. D'un côté, on retrouve les antinationalistes parce qu'étant absolument antinationalistes, ils sont évidemment opposés au projet souverainiste, niant les différences culturelles comme argument que ce n'est que l'opération d'un détournement du problème social réel. • A un problème social, il n'y a pas de solution nationale », ou encore « Ni Québec, ni Canada, ni patrie, ni État ». En ce sens, ils restent souvent indifférents ou passent directement à la lutte contre ce projet. L'autre tendance est moins claire. Inévitablement, elle rejette le projet souverainiste dans sa forme actuelle. La stratégie utilisée se voit donc être celle voulant, de manière opportuniste, renverser le projet souverainiste actuel pour diriger les volontés

indépendantistes vers une construction autogestionnaire du Québec.

Cependant, une troisième voie serait possible. De manière plus large, les libertaires pourraient • capitaliser • les demandes fortement répandues au Canada — pas seulement au Québec — d'une décentralisation massive qui en ce moment résonne plus fortement d'une voix néo-libérale. Il serait clairement possible pour les libertaires de proposer simplement une décentralisation radicale et globale, tout en la définissant en tant qu'organisation sociale par la base, à travers les groupes affinitaires, conseils de quartier, d'usine, etc. — donc absence d'État — et ainsi éviter le piège de l'extrême droite tant au Québec que dans le reste du Canada. Cette façon de voir permet aussi d'éviter les dangers d'un ultranationalisme, quel qu'il soit, tout en proposant non pas l'autonomie gouvernementale, mais l'autonomie des éléments rassemblés dans un fédéralisme libertaire.

Finalement, les problèmes constitutionnels au Canada sont loin d'être terminés. Le gouvernement du Québec reste souverainiste (PQ), et l'opposition officielle du gouvernement fédéral à Ottawa est constituée du Bloc québécois d'allégeance souverainiste. Le troisième parti en importance au niveau fédéral se trouve être un parti d'extrême droite, ouvertement néo-libéral et xénophobe... Pour continuer avec ces avatars racistes, il y eut dernièrement la création d'un mutant chauvin, le Mouvement de Libération nationale du Québec, proposant des actions violentes contre tout ce qui n'est pas « pure laine ». Pour contrebalancer l'imbécillité de ce mouvement, un groupe tout aussi stupide lance des menaces de mort à l'endroit du nouveau chef du Parti québécois — du gouvernement provincial québécois — Lucien Bouchard, au nom de la protection des droits des anglophones. Pour en finir avec les imbécillités stratégiques des gouvernements canadiens, Ottawa menace le Québec d'un morcellement territorial et politique, pour assurer l'unité canadienne ! • Si un morcellement du Canada est possible, attention mes chers électeurs, celui du Québec l'est aussi ! • Belle guerre de grands intellectuels (sic) usant de leur science infuse.

Le défi des libertaires est de réussir à créer un symphonie à partir de cette cacophonie frénétique !

PIERRE GERMAIN
et LOUIS-PHILIPPE RENAUD

**PORTE OUVERTE
À L'ÉCOLE
LIBERTAIRE
BONAVENTURE
samedi 8 juin
de 10 h à 17 h
au 35,
allée de l'Angle,
Chauce,
SAINT-GEORGES
D'OLÉRON**

ALBUM

Jean-François Batellier un dessinateur qui s'expose

SONDAGE : 80% DES FRANÇAIS SE DISENT HEUREUX

..T'IMAGINES LES GUEULES
S'ILS ÉTAIENT MALHEUREUX!



IL Y A CEUX qui, bien installés chez eux, dessinent l'actualité devant une tasse de café bien fumante, parlant parfois de ce qui se passe dans la rue sans jamais oser y mettre le nez... Et puis il y a ceux qui, comme Jean-François Batellier, s'exposent. Exposent leurs dessins dans la rue, et s'exposent à des ennuis avec les flics qui, c'est bien connu, n'ont ni le sens de l'humour, ni le coup de crayon de Batellier. Les coups dispensés par les chaussettes à clous sont beaucoup moins drôles...

Jean-François Batellier doit aimer le soleil, la pluie, la vie, puisque c'est un dessinateur qui, depuis ses débuts, ose s'exposer dans la rue, et partout où l'on parle de livres et de dessin. Et peut-être ne dessine-t-il que pour finalement mieux parler, rencontrer, échanger. Son dessin est une carte de visite. Il tire à grands traits le portrait d'un monde qui chavire, regrettant que, depuis le temps qu'il travaille, certains sujets soient restés d'actualité, comme le chômage, le racisme, les inégalités. Mais il continue, vaille que vaille, à affronter les tempêtes. Déjà sept albums... Le dernier est sorti il y a peu. *Grincements dedans* (1) : beau titre pour des dessins qui ne mâchent pas leurs traits ni leurs mots. Pas de langue de bois chez Batellier, juste le bois dont on fait les hommes et les femmes qui pensent encore que se battre pour une idée vaut la peine, même si le monde ressemble à cet aquarium dessiné en couverture, avec on ne sait trop quels requins enfermés à l'intérieur. Derrière, il y a la lune et les étoiles. C'est la nuit. Guerre du Golfe. Batellier dessine. Le scandale du sang contaminé éclabousse de nombreuses person-

nalités, tant politiques que médicales. Batellier dessine. Massacre au Rwanda. Batellier dessine. Et ces 450 dessins, tous tracés entre 1990 et 1994 sont restés pour ne pas oublier. Pour ne pas oublier cette actualité si vite ravalée mais qui laisse à chaque minute de nombreuses personnes sur le carreaux... Par bonheur il y a, dans les dessins de Batellier, un sursaut salutaire qui nous fait rire de tout ; en grinçant des dents, bien sûr, mais l'humour est toujours une résistance. Batellier s'auto-édite. Choix forcé, pari sur l'avenir, quant toutes les grandes maisons d'édition baissent les bras : pas assez « politiquement correct », Monsieur Batellier. On dit que ça ne se fait plus d'appeler un fasciste un fasciste et une religion une insulte à la liberté de l'être humain... Mais si, ça se fait ! Au

prix d'un certain nombre de sacrifices, bien sûr. Et Batellier réussit le coup de force de sortir son septième album tout seul, sans appui financier. Alors, comment fait-il ? Eh bien, il a trouvé dans le dictionnaire de très jolis mots comme échange, partage, solidarité. Il apporte son regard incisif, une bouffée d'oxygène et de révolte dans ce monde qui en a tant besoin et, en échange, on lui achète son album. Et ça marche ! On appelle ça de l'autogestion.

YKAT

(1) *Grincements dedans* est en vente au prix de 150 F chez l'auteur (profitez-en pour lui demander une dédicace !) : Jean-François Batellier, Atelier 13, 5, rue du Montcel, 95430 Auvers-sur-Oise. Chèque à l'ordre de celui-ci. Pour les lecteurs du *Monde libertaire*, Jean-François Batellier offre les frais de port.

PEINTURE

Edmond-Henri Cross (1876 - 1910)

Le *Monde libertaire* nous a déjà présenté trois peintres néo-impressionnistes et anarchistes : Paul Signac (n° 887), Maximilien Luce (n° 895) et Théo Van Rysselberghe (n° 914). Il sera aujourd'hui question d'Henri-Edmond Cross qui reste injustement méconnu.

Henri-Edmond Delacroix est né à Douai en 1856 dans une famille de commerçants assez aisés. Son cousin, le docteur Soins, voyant son intérêt pour la peinture, l'aide à suivre cette voie. Il commence par fréquenter l'École des Beaux-Arts de Lille. Par respect pour son fameux homonyme Eugène Delacroix et en hommage à sa mère d'origine anglaise, il prendra le nom de Cross (croix, en anglais).

Il est à Paris en 1876, participe au Salon en 1881, puis aux expositions de la Société des Artistes indépendants à partir de 1884. Pour des raisons de santé, il s'installe dans le Var, près du Lavandou, en 1891. Il y recevra, entre autres, Félix Fénéon, Théo Van Rysselberghe et Paul Signac, installé à Saint-Tropez.

Ses premières œuvres représentent des natures mortes puis les jardins de Paris. A la mort de Gorges Seurat, en 1891, il devient un adepte de la technique néo-impressionniste et il réalise notamment un portrait de sa femme. En 1894, il expose aux côtés de Luce, Petitjean, La Rochefoucauld, Signac, Van Rysselberghe, Seurat, Angrand et des fils Pissarro. Camille Pissarro, un temps séduit par la nouvelle technique, ne va pas tarder à la critiquer sévèrement.

Félix Fénéon est l'un de ses admirateurs : « Cross, ah Cross ! ». Devenu directeur de galerie, il passe des contrats avec lui, il organise des expositions personnelles et publie ses carnets après sa mort.

Son pointillisme fait place à des touches élargies aux formes variées, de grands aplats de mosaïques aux couleurs vives. Il annonce le fauvisme. Il influence Derain, Delaunay, Kandinsky et Matisse qui lui rend visite. Ses tableaux représentent les sites

encore intacts de la côte méditerranéenne de Marseille à l'Italie en passant par Cabasson, Le Lavandou, Borme-les-Mimosas, Saint-Tropez et Nice. Sa représentation de la nature ne tombe jamais dans le piège de la banalité. Il peint de nombreuses scènes avec des nus en plein air : les proportions, les formes et les raccourcis sont d'une profonde justesse ; les courbes des corps rejoignent celles des arbres dans un paysage harmonieux, évoquant l'âge d'or des anarchistes. « Je veux peindre le bonheur, les être heureux que seront devenus les hommes dans quelques siècles ? quand la pure anarchie sera réalisée. »

Comme tous ses amis, il collabore au journal *Les Temps nouveaux*. « Quant à la rétribution, qu'il n'en soit pas question entre nous, mon cher Grave. » Il illustre en 1899 la couverture de *A mon frère le paysan d'Elisée Reclus*. Et, en 1900, celle *Enseignement bourgeois et enseignement libertaire* de Jean Grave. Pour l'album de lithographies (1905), il réalise *L'Errant* et donne un dessin pour le livre collectif *Patriotisme, colonisation*. Cette collaboration ne correspond cependant pas du tout à ses goûts artistiques. « Le genre de dessin qu'appellent les Temps nouveaux n'est pas beaucoup pour me plaire, en ce sens que mes pensées [au point de vue « plastique d'entendu »] sont dans une direction tout autre et j'ai renoncé devant la contrainte et l'effort qu'il me fallait m'imposer. Telle est la vérité. » Cela ne l'empêchera pas de faire, à plusieurs reprises, des dons pour les tombolas du journal.

Après plusieurs maladies, qui lui interdisent souvent de peindre, il meurt d'un cancer en 1910, à l'âge de 54 ans.

Le musée de l'Annonciade (quai de l'Épi, 83990 Saint-Tropez) a organisé en 1990 une exposition intitulée *Paysages méditerranéens d'Henri-Edmond Cross* et a édité un catalogue à cette occasion.

PHILIPPE

1914 - 1918, 1939 - 1945

Ils sont morts « pour la France ». Avaient-ils leurs papiers ?

Sénégalais, Maliens, Marocains, Algériens, Tunisiens..., aujourd'hui se voient refuser par le gouvernement le droit de vivre en famille, de travailler, de circuler librement sur le territoire français.

L'accumulation de lois discriminatoires les contraint progressivement à la clandestinité.

A la rue Pajol (Paris), à Bobigny, Morlaix, Colombes, Toulouse, Lille..., partout ils ont dit NON ! et ils l'ont répété le mercredi 22 mai, dans la rue, à Paris, avec des milliers de manifestants.

Le samedi 25 mai 1996 à 11 heures, pour manifester notre soutien actif à la lutte des « sans-papiers de Saint-Ambroise », nous avons déployé sous l'Arc-de-Triomphe, à Paris, une banderole proclamant « 1914 - 1918, 1939 - 1945, ils sont morts pour la France, avaient-ils leurs papiers ? »

Chaque samedi après-midi, nous sommes au 22, rue Pajol, dans le 18^e arrondissement, aux côtés de nos camarades sans-papiers pour débattre, organiser le soutien et réaffirmer :

- la régulation immédiate et collective de tous les sans-papiers ;
- l'abrogation de toutes les lois et circulaires discriminatoires envers les étrangers ;
- l'annulation des projets Toubon-Debré ;
- l'égalité des droits entre Français et immigrés ;
- la liberté de circulation, la liberté de franchir les frontières, la suppression des entraves à l'immigration.

COLLECTIF DE SOUTIEN
AUX SANS-PAPIERS (PARIS)

LES F...
des...
politique...
Neto (1...
Ciudad...
Neto (O...
éprouve...
compris...
adultes...
tyrannie...
« républi...
Le garç...
son oncl...

Le réa...
Hanani...
dix an...
produ...
le des...
Mond...
Chelm...
d'Isaac...
Lors d...
sage, à...
libertai...
de le ré...

Le Mond...
sente le vil...
dans la cui...
Hanani...
village de...
tradition...
raconte da...
de Chelm...
d'esprit. A...
de l'absur...
invulnérab...
vivent dan...
ils sont per...
le meilleur...
est détruit...
de Chelm...
c'est la te...
Golem, il...
la Kabbale...
un rabbin...
glaise et lu...
Golem deva...
les pogrom...
détournon...
Golem est...
ordonne de...

Le Mond...
traditionn...
Israël ?

Hanani...
coupure per...
les gens co...
cela. Pas se...
moi, des é...
Israéliens. M...
y a vingt-cin...
famille qui...
vivait depu...
Belgique. M...
la Pologne...
J'étais actifs...
jeunesses si...

Ciné sélection

« El Silencio de Neto » de Luis Argueta

LES FILMS DU SUD offrent souvent un regard aigu sur des êtres en situation dans un contexte sociopolitique clairement identifié. L'intrigue d'*El Silencio de Neto* (1994) se déroule entre mai et octobre 1954 à Ciudad Guatemala. Alors qu'il fête ses onze printemps, Neto (Oscar Javier Almengor), l'aîné de la famille Yepes, éprouve ses premiers émois amoureux, jalousie y comprise, découvre la complexité de l'univers des adultes, tout comme les premières horreurs de la tyrannie, dans un pays transformé, à partir de fin juin, en « république bananière ».

Le garçon affectionne particulièrement la compagnie de son oncle Ernesto (Herbert Meneses), bohème anticon-

formiste. Aux antipodes de son frère, l'austère juge don Eduardo (Julio Diaz), cet hédoniste enseigne à Neto l'ouverture d'esprit, l'amour de la liberté, ainsi que la nécessité de rompre le silence ; il lui parle des Mayas, « grands inventeurs », et lui apprend comment confectionner des montgolfières en papier afin qu'elles volent... *Radio Liberación*, montée par la CIA, diffuse à longueur de journées des communiqués de propagande antigouvernementale. Sur l'antenne de la radio nationale, la voix du président Jacobo Arbenz Guzmán : « *En quel nom les mercenaires commettent-ils ces atrocités ? La vérité, il faut la trouver dans les intérêts financiers des grands groupes qui craignent que l'exemple du Guatemala*

n'atteigne les pays voisins. J'abandonne le pouvoir pour stopper l'agression et ramener la paix... » On sait ce qu'il advint. Ernesto conclut : « *On est les premiers à avoir dit non aux gringos !* ». A la mort de celui-ci, Neto perd son confident et ami ; en dénichant une photo, il réalise que sa maman, la très belle Elena (Eva Tamargo Lemus), et son oncle se vouèrent une passion inassouvie.

Le guatémaltèque Luis Argueta, assistant de Fernando Arrabal sur *Guernica* (1975), a glissé dans son récit des éléments d'onirisme, voire de fantastique. Son jeu s'inscrit dans la tradition de nombreuses œuvres latino-américaines, la qualité de l'image en plus...

REMÉ HAMM

DESSIN ANIMÉ

« Le Monde est un grand Chelm »

Le réalisateur israélien Hanan Kaninski a mis dix ans pour monter la production et fabriquer le dessin animé *Le Monde est un grand Chelm*, tiré des contes d'Isaac Singer.

Lors d'un récent passage, à Paris, le *Monde libertaire* eut l'occasion de le rencontrer.

***Le Monde libertaire* : Que représente le village de Chelm et le Golem dans la culture yiddish ?**

Hanan Kaninski : Les histoires du village de Chelm font partie de la tradition orale yiddish. On se les raconte dans les familles. Le village de Chelm, c'est un village de simples d'esprit. A Chelm, règne une logique de l'absurde, qui rend ses habitants invulnérables. Les gens de Chelm vivent dans un dénuement total, mais ils sont persuadés que leur village est le meilleur endroit possible lorsqu'il est détruit, ils vont porter la sagesse de Chelm au monde entier. Chelm, c'est la terre promise. Quant au Golem, il appartient à la tradition de la Kabbale. A Prague, au XVI^e siècle, un rabbin avait façonné un géant de glaise et lui avait insufflé la vie. Le Golem devait protéger les juifs contre les pogroms. Dans le film, nous détournons l'histoire puisque le Golem est volé par un sorcier qui lui ordonne de faire le mal.

***Le Monde libertaire* : Cette culture traditionnelle est-elle populaire en Israël ?**

Hanan Kaninski : Il y a eu une coupure pendant très longtemps. Mais les gens commencent à retrouver cela. Pas seulement des gens comme moi, des émigrés, mais aussi des Israéliens. Moi je suis parti en Israël il y a vingt-cinq ans. J'appartenais à une famille qui, du côté de ma mère, vivait depuis très longtemps en Belgique. Mon père, lui, avait quitté la Pologne dans les années vingt. J'étais actifs dans les mouvements de jeunesse sionistes socialistes et je

voulais recréer en moi, pas seulement pour les autres, mais pour moi, un juif nouveau. Je me disais, il faut changer la situation, recréer le prolétariat, et je suis parti en Israël dans un kibboutz pour travailler la terre. Bon, on se rend compte que ce n'est pas si facile que ça. Mais j'y ai vécu quatre ans. Puis j'ai fait mes études, etc. Et finalement, à la recherche de l'Homme nouveau, on finit par retrouver ses racines. J'ai retrouvé les racines dans ma culture. J'ai toujours été un immigré en Israël. Je ne suis pas né là-bas. J'y habite depuis vingt-cinq ans. Ma femme est israélienne, mais je serai toujours considéré par mes amis et mes enfants comme un immigré. J'ai un accent. Mon passé n'est pas le même. Eux sont nés en Israël, je serai toujours le juif errant par rapport à eux. J'ai découvert que mes racines, en fin de compte, ce n'est pas uniquement là-bas, c'est en Europe aussi. C'est de là que vient ma famille, ma culture et c'est ce que j'ai découvert en partant là-bas.

***Le Monde libertaire* : Comment avez-vous recréé le village de Chelm ?**

Hanan Kaninski : Nous avons fait des recherches à la bibliothèque du Medem, photocopié des livres rares. Les gravures, *a fortiori* les quelques films qui existent, sont en noir et blanc. J'ai dessiné les personnages en couleur. Lorsque l'on fait une reconstitution, actuellement on donne un ton à l'époque, en demi-teintes. Je pense qu'il y a plus de réalisme dans mon dessin animé car il y a avait beaucoup de couleurs en ce temps-là. Nous avons employé la technique des grands classiques de l'animation Disney. Bien que maintenant, Disney utilise l'informatique pour les mises en couleur. Nous, nous avions un budget trop réduit. Pour la destruction de Chelm, nous avons utilisé l'image en trois dimensions, ce qui était une technique pionnière en Europe. Mais pour la mise en couleur, nous avons employé 200 personnes. Je suis persuadé qu'il y aura une révolution technologique dans l'animation, mais dans la fabrication, pas dans l'animation des dessins. L'animation se fait avec un

crayon à la main. Qu'il s'agisse d'un crayon à mine ou d'un stylo sur l'écran de l'ordinateur, il faudra toujours quelqu'un derrière. L'animation est un métier qui exige de la dramaturgie. C'est comme un comédien qui aurait un crayon à la main et qui joue le rôle des dessins. On ne peut pas remplacer un acteur par un ordinateur.

***Le Monde libertaire* : C'est la première adaptation de Singer qui ait été faite en animation. Pourquoi ce choix ?**

Hanan Kaninski : Je voulais faire quelque chose d'universel. Un mythe. Si l'on fait une reconstitution de l'époque, il y a trop de connotations avec l'Holocauste. C'est automatique. Si l'on voit un juif du XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle, on sait qu'à la fin il y a l'Holocauste. Moi, je suis le premier à dire qu'il ne faut pas oublier l'Holocauste, mais il ne faut pas oublier ce qu'il y a avant, cette culture de l'humour juif. En dessin animé, la magie est là, on est autre part. Et les enfants ne connaissent pas du tout ce monde-là. Ce dessin animé les en rapproche beaucoup plus que les reconstitutions des petits villages de Pologne. Le film *Le Violon sur le toit*, par exemple, c'est terrible la fin. Quand les gens quittent le village, après les pogroms, on sent que l'Holocauste est au bout du couloir. Alors que chez moi, c'est plutôt le contraire. Il y a la vie. C'est un conte optimiste. En fait, c'est après l'Holocauste. La vie est plus forte que tout. La joie de vivre est au bout du couloir.

***Le Monde libertaire* : Pourquoi ne pas avoir fait le film en yiddish ?**

Hanan Kaninski : La langue originale du film devait être le yiddish, mais nous n'avons pas pu la réaliser pour l'instant. La version originale du film sortira donc après la version française. C'est une des forces d'adaptation d'un langage universel ; ce n'est pas Depardieu, qui parle français ou anglais s'il est doublé, ce sont des dessins à qui on a donné vie par l'intermédiaire d'acteurs qui ont un jeu approprié. Je n'ai pas voulu

d'acteurs de doublage de dessins animés. Je ne voulais pas de caractère *cartoon* dans ce film. Maintenant, dans n'importe quelle série de télé c'est toujours le même style. C'est débilisant. On prend les enfants pour des idiots. J'ai fait une animation classique dont le contenu est opposé à ce qui se fait aujourd'hui, notamment en ce qui concerne la violence. Je refuse de mettre de la violence gratuite dans mes films. C'est vrai que j'ai été soldat. J'ai fait des guerres, même des guerres qui étaient injustes, par exemple la guerre du Liban. J'ai été très actif contre la guerre du Liban. Je ne suis pas pacifiste, mais je trouve que beaucoup de violences sont dues à ce que les enfants voient à la télévision. J'ai des enfants et je vois comment ils réagissent. Il ne faut pas être aveugle. La violence existe dans le monde. Dans *Chelm*, la violence existe quand on fait exploser les maisons. Mais il y a une raison logique dans la dramaturgie de l'histoire. On voit une différence entre le bien et le mal. Quand on construit un scénario qui est fondé sur la violence, dont le but est de montrer des explosions en soi, c'est de la violence gratuite. Pour les adultes, on donne de la pornographie, et pour les enfants de la violence gratuite. Et je crois que c'est pire car les adultes peuvent choisir. Je ne suis pas un Don Quichotte et je

ne vais pas partir en croisade. C'est une de mes faiblesses. Mais mon film est une antithèse. Peut-être ne réussira-t-il pas commercialement à cause de cela. Mais il y a quelques principes que je ne veux pas transgresser.

Interview recueillie par
MICHÈLE ROLLIN

BESANÇON
7 et 8 JUIN 1996
• Il y a 60 ans
la révolution libertaire
espagnole •
7 juin - 20 h
faculté de Lettres,
rue Mégevand :
projection du diaporama-
vidéo *L'Espagne libertaire*.

8 juin - 15 h
Cercle suisse,
rue de Lacoré :
projection du documenta-
ire de Richard Prost
Un Autre futur
et à 20 h
(au même endroit) :
conférence
avec l'historien Abel Paz.
Organisé par le groupe Proudhon
de la FA et la CNT du Doubs.

FÊTE LIBERTAIRE

Samedi 8 juin - 15 h - 24 h
avec

Mal d'Aurore • poésie • théâtre : « Quisaitout et Grobèta »
par la troupe Calibande (à 16 h) • forums et débats •
jazz trio • King biscuit • Les Gigoïnces • PleûM

Stands, bouffe, buvette, expositions, vidéos

Entrée : 40 F

(25 F pour les chômeurs, RMistes, étudiants et lycéens)

SALLE DES FÊTES du PETIT-QUEVILLY
rue G.-Lecointre (près du parc des Chartreux), métro 8-Mai.

Groupe FA de Rouen
c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex

DIE (DRÔME), LES 18 ET 19 MAI

A propos des journées pacifistes...

C'est dans une ambiance woodstockienne et avec un temps capricieux que se sont déroulées ces deux journées pour la paix à Die, les 18 et 19 mai.

AVAIT LIEU samedi matin, entre autres, une conférence-débat sur « La Paix dans le monde », animée par Ivan Othenein. Ses explications sur l'origine de la vie et sur les comportements de l'homme étaient flagrantes de mysticisme. En effet, le réalisme de ses invitations à l'« individualité », à vivre en tant qu'individu à part entière et non seulement comme élément impersonnel d'un groupe, fut vite obscurci par l'orientation mystique, finement suggérée, de cette « individualité ».

Puis pendant que les ruelles avoisinantes résonnaient aux rythmes ensoleillés des djembés de Badoum, commençait la projection d'un dessin animé japonais, *L'Oiseau bonheur*, sur la catastrophe d'Hiroshima et Nagasaki, expressif comme savent l'être la plupart des dessins animés japonais, mais surtout avec une forte tendance (et/ou volonté... !) à l'endoctrinement. Ainsi pouvions-nous voir et entendre à un moment tout un groupe d'enfants scander à l'unisson et d'une façon monocorde, telles les incantations des catholiques du dimanche matin ou encore celles de jeunes communistes pendant la révolution culturelle chinoise : « Oui, nous ferons des grues [en papier et multicolores] pour la paix dans le monde. » Je laisse

à chacun le soin de juger de l'efficacité de ces travaux manuels « pour la paix dans le monde »...

Suivait un film, *Plus fort que les armes*, sur les mouvements pacifistes (« anti-guerre », plus exactement) dans l'ex-république yougoslave. Peut-être aurez-vous reconnu dans l'organisation de ces projections et dans la témérité de ses titres la main de fer dans le gant de velours, le Parti communiste dans le Mouvement de la Paix !

Le samedi après-midi, quant à lui, était, entre autres, consacré à une conférence-débat sur le thème : « Les Intégrismes », initialement prévu avec l'écrivain Driss Chraïbi, mais avec finalement l'intervention d'Abdelkader Ferchiche ou l'histoire d'un Français qui voulait être plus algérien que les Algériens... Natif de Montélimar, à vingt-huit ans il décide d'aller passer une douzaine d'années en Algérie pour revenir en France en juin 1994.

Les propos démagogiques, occasionnellement racistes («... nous vivons comme des Gitans », au sujet de fréquents déménagements) du deuxième intervenant Si Mohamed Baghadi — qui fut cadre au ministère de la Jeunesse et des Sports en Algérie —, ajoutés à ceux de son ami A. Ferchiche, auront permis,

sinon une approche superficielle des causes potentielles de l'intégrisme (islamiste en l'occurrence), du moins une meilleure compréhension des événements en Algérie.

Enfin la journée s'est achevée par un concert, avec la prestation de trois groupes de rock.

Le lendemain, à la MJC de Die, le théâtre du Grand Echalas, de Crest, présentait *BMC* (Bordel militaire de campagne), une pièce d'Eugène Durif. La sobriété du décor, qui engendrait tour à tour une connivence tacite et un malaise presque insupportable, alternant avec les répliques incisives et accusatrices des deux personnages, faisait de cette pièce l'expression d'un profond mépris, d'un dégoût viscéral au sujet des tortures, des viols et autres exactions commis pendant la guerre d'Algérie. « La patrie, ce monument de salive » y est ainsi annihilée, la cruauté des soldats dénoncée et la vérité clairement et indubitablement crisée.

Sans transition aucune, suivait une conférence-débat sur le thème « Education à la paix », animée par Pierre Rahbi, un des fondateurs du Carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement (CIEPAD), partisan de l'agrocologie, dénonçant l'économie de marché, avec une analyse mondialiste en de nombreux points, semblable à la nôtre mais ne proposant pourtant pas de réelle alternative au capita-

lisme. Néanmoins, en se déclarant pour une « convivialité solidaire », il se rapproche en même temps et explicitement des Systèmes d'échanges locaux de biens et services (SEL) (1).

Enfin, après cette conférence-débat, avait lieu la projection de trois courts métrages traitant avec force et émotion de l'angoisse quotidienne dans une famille au Liban, de l'incompréhension parentale face à la jeunesse, de l'indifférence et de l'exclusion.

Pour conclure, sur ces deux journées pacifistes, disons qu'il s'en dégage une impression de mollesse, de peu d'intérêt pour les débats et pour les réflexions constructives au profit des concerts et autres divertissements artificiels. A quand la tomme de chèvre pour la paix dans le monde ?...

ANNE-SOPHIE
(groupe La Ruche - Valence)

(1) Lire son livre *Le Recours à la terre*, collection Rebelle, éditions Terre du ciel. Prix : 70 F.

BOBIGNY

COMATEC : mobilisation contre les sanctions antisyndicales

Lors du dernier contrat, passé en janvier dernier, avec la COMATEC, la RATP a obligé la société de nettoyage à abaisser ses effectifs. La politique sociale de la RATP est simple : elle joue sur la concurrence entre les sociétés afin d'abaisser les coûts. Sur le chantier de Bobigny, les menaces se sont multipliées contre les ouvriers : suppression de primes, mutations, manque de respect à l'égard des salariés. Après deux mois de harcèlement contre la direction, la CNT tente une dernière fois de négocier le mardi 23 avril, sans résultat.

Les vingt-cinq ouvriers, regroupés en assemblée générale, décident de se mettre en grève, comme avait menacé la CNT. Un piquet de grève est organisé dès 18 heures. Il va se tenir jusqu'au jeudi soir, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. A 21 heures, les ouvriers de nuit, qui arrivent sur le site, se joignent au piquet. Une aide est également fournie par des adhérents d'autres syndicats CNT. Pendant quatre jours, les drapeaux rouge et noir flottent sur le dépôt de Bobigny.

La COMATEC, qui affirmait pourtant ne pas avoir assez d'argent pour les primes, se permet de faire intervenir un huissier, jour et nuit. Il rédige six attestations qui désignent plusieurs dizaines d'ouvriers comme participant à des blocages de véhicules ou à des agressions contre les cadres (de pures mensonges). L'huissier ne demande même pas l'identité des personnes incriminées ! Il va même jusqu'à faire de fausses déclarations.

Sur la base de ces fausses déclarations, le vendredi, le tribunal de Bobigny décide l'évacuation du piquet de grève. Le moral des ouvriers commence à tomber, d'autant plus que la direction menace de licencier les participants au piquet. Certains se décident à reprendre le travail. Le syndicat leur conseille de ne pas le faire sans négocier un accord précisant qu'il n'y aura pas de sanctions. Mais la dynamique unitaire est cassée. Quand quelques jours plus tard les procédures de licenciement sont engagées, la riposte à partir de Bobigny n'est plus possible.

L'éventualité d'une réintégration n'est pas exclue par le recours aux Prud'hommes. En effet, des salariés d'Eurodisneyland, licenciés après avoir participé à un piquet de grève, viennent d'être réintégrés avec paiement de tous les jours de mise à pied.

Le syndicat a également décidé de lancer une campagne de harcèlement contre la COMATEC et la RATP. Plusieurs rassemblements ont été organisés et d'autres sont prévus. Une intervention a été faite auprès des consommateurs de la galerie Louvre-Carrousel et de l'Opéra-Bastille, nettoyés par la COMATEC. Des actions du même type sont en préparation en province et à l'étranger. **Une grève de solidarité sera organisée le 14 juin dans l'ensemble du métro.**

Un collectif unitaire de soutien aux licenciés est constitué afin d'accroître les moyens de pression sur la COMATEC. La signature de syndicats ou de sections syndicales peut nous être donnée, afin de demander la réintégration des treize ouvriers licenciés. De l'argent peut également être envoyé à l'ordre et à l'adresse du Syndicat des Transports CNT, afin d'assister les ouvriers dans leur lutte et compenser en partie leur mise à pied.

SYNDICAT DES TRANSPORTS CNT ILE-DE-FRANCE

BROCANTE DE SOUTIEN AUX LICENCIÉS DE LA COMATEC

La CNT-AIT organise une brocante, le samedi 8 juin entre 14 h et 20 h, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, en soutien aux travailleurs de la COMATEC licenciés. Venez déposer vos objets à vendre du jeudi 6 juin en après-midi au samedi 8 juin au matin.

SOMMAIRE

Page 1 : Contre le G7 prendre l'offensive, Appel aux organisations européennes de la mouvance libertaire et anarchosyndicaliste.
Page 2 : La gauche politique s'oppose à la libération des conscrits, Combattre le militarisme, En position... Vu... Tirez !
Page 3 : Procès du commando anti-IVG de Valenciennes, Que vient faire le pape à Reims ?
Page 4 : Amnesty International publie son rapport sur le Soudan ; Terre contre la population, Rappel de la situation, A la petite semaine :

Condamnation feutrée, Rendez-vous.
Page 5 : Québec ou Canada ?... La saga continue.
Page 6 : Jean-François Batellier un dessinateur qui s'expose, Edmond-Henri Cross, 1914-1918... 1939-1945 Ils sont morts « pour la France ». Avaient-ils leurs papiers ?
Page 7 : El Silencio de Neto de Luis Argueta, Le Monde est un grand Chelm.
Page 8 : A propos des journées pacifistes..., Associations, COMATEC : mobilisation contre les sanctions antisyndicales.

ASSOCIATIONS

PARIS : • LES AFFINITÉS ÉLECTIVES •

Le Collectif Malgré Tout et le Groupe de recherche sur la famille vous invitent, le vendredi 7 juin, à 20 h, à leur soirée-débat qui aura pour thème :

• Les liens sociaux et les affinités électives.
Pour aborder ce sujet, seront présentés :
• Les affinités électives dans la tradition de la philosophie allemande • par Fabienne Messica, sociologue, • Les affinités électives et la structure psychologique • par Gérard Schmit, psychiatre et • Le concept d'affinité élective • par Miguel Benasayag, philosophe.

Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (métro Solferino), 75007 Paris. Entrée gratuite.

TOULOUSE : CONFÉRENCE SUR LES AUTOGESTIONS

Le Groupe d'analyse institutionnelle (Midi-Pyrénées) organise une conférence-débat : • Autogestions : pour quoi faire ? - historique, expériences, enjeux, perspectives », animée par Frank Mintz, le vendredi 7 juin à 20 h 30, MJC Jacques-Prévert, 311, route de Seysses, à Toulouse. Tél. : 61.41.56.30.

PARIS : PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES

Réunion-débat avec les représentants des familles de prisonniers politiques basques, suivie d'un hommage aux familles, puis d'un repas de soutien, le samedi 8 juin à partir de 18 h, à l'Eskual Etxea, 16, rue Duban (métro Muettes ou Passy), 75016 Paris.

Comité de solidarité avec l'Euskadi c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13.

AIX-EN-PROVENCE : CONFÉRENCE DE LA LIBRE PENSÉE

Samedi 8 juin à 15 h, conférence de la Libre Pensée sur le thème : • Les Sectes aujourd'hui », avec Xavier Pasquini (de *Charlie hebdo*), salle Voltaire, rue des Muletiers (côté parking des Cardeurs).

PARIS : • LA BONNE DESCENTE •

• Samedi 8 juin, 20 h : fête spontanée (chacun apporte ses provisions, ses boissons et cassettes).
• Mercredi 12 juin, 20 h : ciné-club : *La Femme nue et Satan* (1957), de Victor Trivas, avec Michel Simon.
• Jeudi 13 juin, 20 h : débat sur le thème suivant : • Le Nouvel ordre

mondial », avec René Berthier (militant FA).

La Bonne descente, 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.

PARIS : PERMANENCE U. L. CNT 20e

Prochaine permanence dominicale de l'Union locale CNT du 20e arrondissement : dimanche 9 juin, de 16 h 30 à 18 h 30, au 33, rue des Vignoles (métro Avron ou Buzenval), 75020 Paris. Tél. : 43.72.09.54.

MARSEILLE : AU SUJET DES GRÈVES DE DÉCEMBRE 1995

Rencontre-discussion au sujet des grèves de décembre 1995 autour du livre *Journal d'un gréviste* (TC éditeur, BP 17, 84300 Les Vignères), le samedi 15 juin à 19 h, à la librairie Le Roi Lire, 5, rue Adolphe-Thiers, 13001 Marseille. Tél. : 91.18.97.33.

PARIS : CONFÉRENCE CNT-AIT

Conférence-débat animée par Eduardo Colombo : • Les Différentes définitions de l'organisation ouvrière révolutionnaire internationale », samedi 15 juin à 14 h 30, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.